SENEGAL – ANTHROPOLOGUE (H/F) – (CONSULTANT) spécialiste en études de genre

KEDOUGOU

Date de clôture: 30 janvier 2021

TERMES DE REFERENCE

Réalisation d'une étude anthropologique sur les causes des VBG, y compris les pratiques traditionnelles néfastes, et sur leurs conséquences pour les femmes et les mineures dans les districts sanitaires de Saraya et Kédougou, région de Kédougou, Sénégal

1. Introduction

Dans le cadre du projet « Réduire la violence faite aux femmes et ses impacts sur la santé, dans les districts sanitaires de Kédougou et Saraya (région de Kédougou, Sénégal), financé par la Generalitat Valencia, Médicos del Mundo souhaite avoir recours aux services d'un(e) consultant(e) pour la réalisation d'une étude anthropologique sur les causes, notamment socio-culturelles, des violences basées sur le genre, incluant les pratiques traditionnelles néfastes, et sur leurs conséquences pour les femmes et les mineures (10-49 ans), et les groupes cibles sur lesquels le projet devrait intervenir pour réduire les violences faites aux femmes, dans les districts sanitaires de Kedougou et de Saraya, région de Kedougou, Sénégal.

Il s'agit d'un recrutement national avec un contrat de prestation de services national.

Les présents termes de référence décrivent le contexte et la justification de cette activité, ses buts et objectifs, les principales activités et tâches, les produits et résultats attendus, la méthodologie, l'organisation et le calendrier de réalisation de cette étude ainsi que les conditions de soumission du dossier d'offre technique et financier.

2. Contexte et justification

Dans la zone ciblée par la présente proposition (la Région Médicale de Kédougou), la situation sociale des hommes et des femmes est globalement à l'image de celle qui prévaut en Afrique subsaharienne. En termes de structure sociale, les relations entre les femmes et les hommes sont organisées en fonction de déterminants socioculturels, c'est-à-dire de structures, de systèmes et de normes socialement acceptés. Les rôles sociaux et, par conséquent, les responsabilités des individus sont établis en fonction du sexe, de l'âge et/ou d'autres axes identitaires. En outre, la plupart des groupes sont organisés de manière hiérarchique, ce qui s'exprime à travers les normes et les valeurs traditionnellement répandues. Selon cette hiérarchie, la famille est l'institution de base à partir de laquelle la vie sociale et culturelle

est principalement organisée. Et malgré la diversité des croyances et des pratiques, les différents groupes ethniques partagent, dans leur structure, une spécificité commune très répandue parmi les groupes humains : la différenciation des rôles masculins et féminins et le statut social inégal accordé aux hommes et aux femmes, qui caractérise les sociétés patriarcales. Cette idéologie patriarcale s'exprime à travers l'inégalité fondamentale entre le chef de famille, l'homme, et la femme qui, comme l'indique le Code de la famille sénégalais, doit se soumettre à l'autorité du mari. Ce contrat social et juridique donne lieu à des rapports de pouvoir et d'autorité inégaux au sein de la famille : entre les époux, entre les pères et les mères, entre les fils et les filles et entre les grands-mères et les grands-pères.

L'inégalité sociale dans les rôles et les responsabilités des hommes et des femmes et sa perpétuation au niveau des enfants, notamment des fillettes, sont à la base des disparités, discriminations et rapports inégaux qui affectent différemment le statut social, économique et culturel des femmes, des hommes, des filles et des garçons et, par conséquent, leurs conditions de vie et leur santé. Toutes les composantes de la population n'ont pas les mêmes opportunités pour développer leurs aptitudes et les mêmes moyens pour y parvenir. Ces inégalités de genre, profondément ancrées dans le contexte socioculturel, font que les violences faites aux femmes (VFF)[1], y compris les violences sexuelles, constituent un véritable frein à l'épanouissement des femmes et des filles et à leur pleine participation au développement économique et social[2]. Les VFF ont un impact négatif sur la santé physique et mentale des femmes et filles.

Le document de Stratégie National pour l'Égalité et l'Équité de Genre (SNEEG) 2016-2026, identifie les VFF comme un des défis majeurs pour l'égalité de genre en Sénégal. Raison pour laquelle le SNEEG établit que les violences/agressions à l'égard des populations, notamment des femmes dans leur cadre de vie, constituent les principaux domaines à prendre en charge pour offrir aux populations une bonne qualité de vie.[3] Le Sénégal a ratifié tous les accords internationaux de respect des droits humains et de lutte contre l´inégalité entre hommes et femmes[4]. Ces dernières années, le gouvernement sénégalais a également fait un effort remarquable pour développer une batterie de lois et de plans d´action pour la protection des femmes : *« la volonté politique s'est traduite par l'harmonisation du dispositif législatif pour répondre aux conventions et traités internationaux ratifiés par le Sénégal. Ainsi, en 1999, la loi sur les violences a été adoptée comme réponse aux préoccupations internationales sur les violences faites aux femmes et sur la lutte contre les discriminations multiples dont les femmes sont victimes. En 2005, la loi sur la santé de la reproduction adoptée a permis aux femmes d'avoir un contrôle sur leur fécondité répondant alors aux directives du protocole Maputo »*[5]. De plus, un Plan national pour l'accélération de l'abandon de l'excision (2010-2015) a aussi été mis en place et un Plan d'action national spécifiquement axé sur les violences basées sur le genre, a été adopté en 2015[6]. Le Sénégal dispose, à travers le ministère de la Femme, de la Famille et du Genre, de structures pour éradiquer la VFF. Il peut aussi compter sur le travail des organisations de la société civile comme l'Association des Femmes Juristes (AJS) et, par ailleurs, le Comité de Lutte contre les Violences faites aux Femmes (CLVF).

[1] Au Sénégal, les VFF sont multiformes et de natures diverses. Ce sont des violences physiques, des violences sexuelles, des violences psychologiques et morales et des violences économiques et violences structurelles. Stratégie National pour l'Égalité et l'Équité de Genre (SNEEG) 2016-2026, Ministère de la femme, la famille et le développement social, 2016, page 128.

[2] Idem, page 144.

[3] Idem, page 127.

[4] Le Sénégal a ratifié, en 1985, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), en 2000, son Protocole facultatif et, en 2005, le Protocole de Maputo.

[5] Stratégie National pour l'Égalité et l'Équité de Genre (SNEEG) 2016-2026, Ministère de la femme, la famille et le développement social, 2016, page 144.

[6] Dans le même sens, il faut signaler le démarrage, en 2015, du Programme d'Appui à la mise en œuvre de la SNEEG (PASNEEG).

Mais, malgré tous ces efforts, ces actions restent peu efficaces et n'atteignent pas leurs objectifs, notamment dans les régions rurales comme celle de Kédougou qui, selon différents rapports officiels, est particulièrement touchée par les VFF (les violences physiques, les violences sexuelles, les violences psychologiques et morales et les violences économiques et violences structurelles) et par les Pratiques Traditionnelles Néfastes (PTN)[7] (les mutilations génitales féminines, le mariage des enfants et le mariage forcé). Le taux d'excision est le plus élevé du pays, passant de 87 % en 2016 à un taux alarmant de 91 % en 2017. En outre, à Kédougou, 45,6 % des femmes considèrent que la pratique de l'excision doit se poursuivre.
Au niveau des services de santé, Kédougou est la région du pays où les données de performance du système de santé sont les moins bonnes. L'hôpital de Kédougou n'entrera en service qu'au premier trimestre 2021 ; la région manque de personnel qualifié ; l'accessibilité des centres et postes de santé est malaisée. C'est aussi la région du Sénégal qui affiche un des pires indicateurs de santé (prévalence du VIH, mortalité maternelle et infantile, etc.), celle dont le taux de mortalité brut est le plus élevé du pays, ce qui en fait celle où l'espérance de vie est la plus basse. En outre, les VFF et les PTN ont un impact très négatif sur la santé des femmes et des filles. Les effets induits (blessures, traumatismes, infections, stress, dépression, isolement, douleur chronique, fistules, grossesses non désirées, mortalité maternelle ou infantile, etc.) peuvent être détectés lors des consultations menées dans les postes de santé. Par conséquent, garantir et faciliter l'accès aux services de santé et à des soins de qualité, en particulier en matière de santé sexuelle et reproductive est indispensable pour faire face aux VFF.

En conséquence, il est nécessaire de :

- relancer, améliorer et renforcer les mécanismes de protection existants ;
- renforcer les cadres de coordination et certaines structures et organisations afin qu´elles puissent répondre à leurs mandats et responsabilités ;
- améliorer les capacités des structures impliquées pour une meilleure protection des femmes survivantes et des mineures ;
- faire évoluer les dynamiques sociales qui sous-tendent les VFF et les PTN sous leurs différentes formes.

Le projet souhaite apporter sa contribution aux lignes d´actions suivantes :

- l'accroissement de la mobilisation sociale, politique et communautaire afin d'amener les populations à connaître et à respecter les droits des femmes et à lutter contre les VFF afin d'améliorer la santé des femmes (10-49 ans) des districts de Kédougou et Saraya (région de Kédougou) :
- le renforcement de la prise en charge médicale (PEC) et de l'accompagnement psychosocial, par les structures étatiques et communautaires, des cas de VFF dans les zones d´intervention ;
- l'élaboration d'un protocole de PEC multisectorielle des cas de VFF, *via* un circuit de PEC multisectoriel et multi-acteurs dans les districts de Kédougou et Saraya (région de Kédougou), s'appuyant sur le protocole validé par le MSAS et promu par sa cellule Genre.

[7] Plan d'action national de lutte contre les violences basées sur le genre et la promotion des droits humains du Sénégal. Ministère de la femme, la famille et le développement social, 2015, pages 63, 66, 68 et 94.

3. Objectif général

Réaliser une étude diagnostic pour connaître les causes et les conséquences des violences faites aux femmes et aux filles (10-49 ans), y compris les PTN, dans les districts sanitaires de Kédougou et Saraya, région de Kedougou, Sénégal.

4. Objectifs spécifiques

- Réduire les cas de VFF et notamment, les PTN, nuisibles à la santé des femmes et des filles (10-49 ans) dans les districts sanitaires de Kédougou et Saraya ;
- Renforcer la PEC multisectorielle des cas des femmes et filles survivantes de VFF ;
- Améliorer la prestation des services de santé et la prise en charge globale des cas de VBG ;
- Concevoir des campagnes de sensibilisation et des matériels efficaces visant à lutter contre les préjugés, les stéréotypes et les concepts qui sont préjudiciables aux femmes et aux filles. Il est important que la qualité technique du projet ne soit pas seulement connue dans les perceptions de l'équipe et du partenaire local.

5. Cible de l'étude

L'étude sera réalisée dans la région de Kedougou, dans les districts de Kedougou et Saraya, dans les villages associés aux postes de santé ciblés par Médicos del Mundo, avec la collaboration des médecins chef de deux districts, précisés dans le point 10. A cet effet, la méthodologie de l'étude devrait être mixte et combiner des outils qualitatifs (focus group, entretien, etc.) et quantitatifs. L'étude doit faire ressortir un échantillonnage suffisamment large et représentatif de la population des zones spécifiées en prenant en compte, du point de vue anthropologique, leurs spécificités.

L'étude s'intéressera aux causes des VBG (sous toutes leurs formes, violences physiques, psychologiques, économiques, MGF, mariage des enfants et grossesses précoce, viol, etc.), à leurs manifestations, aux aspects socio-culturels et religieux du sujet, aux populations impliquées, aux réticences liées à l'abandon de ces pratiques et aux groupes cibles sur lesquels le projet devra intervenir ;

L'étude devra prendre en compte l'avis des autorités chargées de l'orientation et de l'application des politiques de santé au niveau régional (Région médicale et District sanitaire), des prestataires de soins (médecins, infirmiers, sages-femmes, matrones, ASC, etc.), des responsables des pratiques néfastes (exciseuses, etc.), des acteurs communautaires (bajeens gox, relais communautaires, jeunes, adolescents, groupes de femmes, etc.), des patientes, des femmes et des mineures dans les secteurs ciblés par Médicos del Mundo.

6. Produits et résultats attendus

Produit attendu 1 : le plan de travail du (de la) consultant(e) doit être livré à Médicos del Mundo et sera validé par celle-ci, avant le début effectif de l'étude ;

Produit attendu 2 : un document présentant la méthodologie détaillée destiné au Comité éthique du MSAS pour l'obtention de son autorisation préalable comprenant les outils de collecte des données testés par les consultant(e)s avant la collecte sur le terrain, les outils d'analyse et un plan d'analyse et d'interprétation de données, devra être présenté à Médicos del Mundo;

Produit attendu 3 : le premier draft de l'étude devra être livré dans un délai de 7 jours après la fin de l'enquête de terrain. Le produit final, y compris la base de données finale, devra être livré en format exploitable (Excel/SPSS), 10 jours calendaires après réception des commentaires à intégrer.

Produit attendu 4 : le rapport final de l'étude, les recommandations, tableaux et annexes, sont produits et disponibles sous format numérique et en version imprimée et reliée, en trois exemplaires. Le rapport d'étude validé est résumé dans un document succinct (maximum 15 pages) pouvant faire l'objet de partage et de restitution avec les acteurs impliqués. Il sera distribué aux principaux acteurs impliqués de la région de Kédougou et au niveau national ;

Produit attendu 5 : un retour de l'étude sera organisé à Kédougou avec la participation de toutes les parties concernées. Le rapport servira à rendre visible le problème et l'ampleur de la violence liée au genre et aux PTN, dans la zone d'étude et à plaider pour que tous les acteurs unissent leurs forces afin d'éradiquer toutes ces formes de violence.

7. Organisation et calendrier de réalisation

Tout au long du processus, le(a) consultant(e) travaillera en étroite collaboration avec l'équipe de Médicos del Mundo basée à Kédougou.

Médicos del Mundo coordonnera le suivi du(de la) consultant(e). Elle examinera et approuvera les livrables de l'étude. Des réunions de cadrage entre le(a) consultant(e) et l'équipe de Médicos del Mundo, permettant d'harmoniser la compréhension des présents termes de référence et d'en valider la méthodologie, seront organisées sur demande de l'une ou de l'autre des parties prenantes.

Le(a) consultant(e) sera responsable de ses déplacements sur le terrain d'études. Le bureau régional de Médicos del Mundo les facilitera, selon la disponibilité des véhicules de la base et de ses partenaires ; l'hébergement et les frais inhérents à celui-ci (alimentation, eau, etc.), dans les zones d'étude, sont à la charge du(de la) consultant(e). Le bureau de Médicos del Mundo à Kedougou assurera la communication autour de l'étude et sa visibilité auprès des partenaires. Il assurera l'impression de la communication, dans la limite de ses moyens.

Le(a) consultant(e) est également responsable de la gestion des outils méthodologiques tels que les questionnaires, focus groupe, etc. Le bureau MdM de Kedougou facilitera le processus d'étude en fournissant les documents de référence et autres rapports ainsi que les contacts des partenaires et autres personnes ressources et l'obtention des autorisations officielles auprès des autorités compétentes.

L'étude sera réalisée sur une période de 35 jours à compter de la date de signature du contrat.

8. Ressources humaines et qualifications

Mandat et composition de l'équipe

- Cette étude sera exécutée par un bureau d'études, un(e) consultant(e) ou un consortium de consultants.
- Un(e) consultant(e) principal(e) coordonnera le travail de l'équipe pendant toute la durée de la mission et sera responsable de la production et de la transmission des livrables, après consolidation des différents éléments produits durant la mission.

Profil recherché

- Diplôme d'Etudes Supérieures en sciences humaines et sociales (Sociologie, Anthropologie, Etudes sur le genre) ou tout autre diplôme équivalent (BAC+ 5, BAC+ 6 ou plus) ;
- Formation et expérience professionnelle avérées (5 ans) en recherche dans le domaine des études de genre et de la santé ;
- Expérience de travail dans des travaux similaires ;
- Connaissance de la région de Kedougou et de ses particularités sociodémographiques et culturelles avérée ;
- Excellentes compétences en rédaction, communication et synthèse ;
- Bonne maîtrise de l'outil informatique ;
- Capacité à produire des résultats de qualité dans les délais impartis.

Atouts

- Bonne connaissance du système de santé du Sénégal ;
- Justifier d'une expérience avérée dans le travail et la collaboration avec une équipe pluridisciplinaire ;
- Formation en coopération au développement ;
- Capacité à travailler et à conduire une équipe ;
- Autonomie, sens de l'initiative et de l'anticipation, capacité à résoudre les problèmes ;
- Wolof et pular courants. La connaissance du malinké et/ou du bedik est un plus.

9. Considérations éthiques

Le(a) consultant(e) devra respecter les droits des personnes interviewées en leur garantissant confidentialité et sécurité. Le rapport de l'étude est la propriété de Médicos del Mundo qui décide de son usage. Les deux parties (Medicos del Mundo et le(a) consultant(e) conviennent d'observer la confidentialité sur toute information liée à l'étude. La zone d'étude étant sous la responsabilité de la région médicale de Kedougou, représentante légale du ministère de la santé et de l'action sociale dans la région, il ne doit y avoir aucun conflit d'intérêt entre le(a) consultant(e) et ledit service.

10. Zones d'intervention :

Zones concernées par l'étude : région de Kedougou :
District de Kedougou : communautés associées aux postes de santé de :

- Bandafassi
- Dindefello
- Dalaba
- Fongolimbi
- Syllacounda

District de Saraya : communautés associées aux postes de santé de :

- Bambadji
- Guémedjé
- Missirah Dantila
- Missirah Sirimana
- Nafadji.

11. Soumission des offres

Les propositions techniques et financières de 10 pages maximum (annexes non compris) devront comprendre les éléments suivants :

- Méthodologie proposée ;
- Composition de l'équipe ;
- CV du/des membres de l'équipe y compris les références ;
- Budget détaillé de l'offre (le(a)s consultant(e)s devra/ont couvrir les frais liés aux déplacements locaux, nourriture, logement, etc.) ;
- Un extrait (3-5 pages) des rapports d'étude précédemment écrits pour des missions similaires ;
- Un chronogramme d'activité qui pourra être revu en fonction de la date d'autorisation de l'étude par le Comité d'éthique du MSAS et des impératifs sanitaires ;
- Une Déclaration Fiscale d'Existence (DFE) justifiant l'existence légale du (de la) candidat(e) ;
- Une copie de la CNI/Passeport ;
- Une proposition financière détaillée en € ou en FCFA incluant tous les frais de la mission, le budget de la mission étant estimé à 3.040 €.

Toute candidature incomplète, transmise après le délai de clôture ou ne respectant pas l'ensemble de ces exigences sera rejetée.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

Les candidatures sont recevables, en **français**, à l'adresse suivante :
mdm.rerutement.dakar@gmail.com au plus tard le **30 janvier 2021 à 17h**, avec l'objet : ETUDE ANTHROPOLOGIQUE 1.
Réalisation d'une étude sur les causes des VBG, y compris les pratiques traditionnelles néfastes, et sur leurs conséquences pour les femmes et les mineures dans les districts de Saraya et Kédougou (région de Kedougou, Sénégal).
Les demandes d'informations/explication sont recevables à l'adresse indiquée ci-dessus au plus tard sept (7) jours ouvrables avant la clôture de l'appel à candidature.